

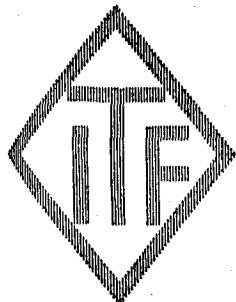


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
 PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
 HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
 DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
 TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

4ème année
 N° 22

Amsterdam, le 31 octobre 1936.



En faveur des ouvriers espagnols.

(I.T.F.) La Gestapo allemande a imposé le congédiement sans aucun préavis de 90 ouvriers des Adler-Werke à Francfort s/M. La police reprochait à ces travailleurs occupés dans la construction d'automobiles d'avoir fait des collectes en faveur des ouvriers espagnols.

A Rödelheim, faubourg ouvrier de Francfort, 42 ouvriers qui s'occupaient de rassembler de l'argent au profit des travailleurs espagnols ont été arrêtés. Un des arrêtés, l'ouvrier métallurgiste Karl Schmidt a été assassiné par la Gestapo. Il y avait parmi les arrêtés 14 membres des S.A.

Dantzig

(I.T.F.) Le Senat nazi de la ville libre de Dantzig a décrété (le 20 octobre), violant à nouveau la Constitution garantie par les Etats membres de la Société des Nations, la dissolution de l'organisation des cheminots et travailleurs du port de Dantzig adhérente à l'I.T.F. Le Senat dantzikois espère que les Etats de la Société des Nations ne s'emploieront pas pour la protection de la liberté syndicale des ouvriers de l'Etat libre de Dantzig.

Pourquoi on a recours à l'activité clandestine.

(I.T.F.) Lors de la conférence nationale des organisations des ouvriers métallurgistes autrichiens, le président désigné par la dictature déclara qu'à son avis les ouvriers métallurgistes ne veulent pas avoir affaire à l'activité clandestine et respectent entièrement la constitution autrichienne (fasciste)". (Arbeiterwoche, 10 octobre)

Un ouvrier répondit comme suit au président, ami de la dictature: "A propos d'activité clandestine il faut dire que celle-ci se développe uniquement là où le terrain pour une activité légale a été restreint. Aussi longtemps que la possibilité n'existera pas d'imposer nos droits par la voie légale il y aura toujours des gens qui, convaincus de la justice de la cause qu'ils défendent, seront enclins à se livrer à l'activité clandestine. Si l'on veut mettre fin

à ce genre d'activité, il faut que l'on s'occupe de résoudre dans un esprit de justice les problèmes touchant les travailleurs. Nous, ouvriers, ne demandons pas plus que notre droit (Arbeiterwoche du 17 octobre).

Elections "libres" en Autriche. (I.T.F.) Des semblants d'élections de représentants du personnel ont lieu ces semaines-ci dans plusieurs établissements autrichiens. La presse catholique réactionnaire de tous les pays qui naïvement ou sciemment reproduit pour ainsi dire tous les mensonges tendancieux lancés par les dictateurs chrétiens à Vienne, annonce que ces élections ont lieu en toute liberté. Cette presse oublie que même les journaux catholiques qui paraissent à Vienne sous la censure des fascistes doivent reconnaître qu'il n'y a plus en Autriche à l'heure qu'il est de liberté pour les ouvriers. La Arbeiterwoche, le journal financé par les organisations fascistes au moyen de cotisations encaissées par la force écrit (le 10 octobre 1936) qu'à la conférence nationale des organisations d'ouvriers métallurgistes un métallurgiste viennois a énergiquement protesté contre "un certain abus qu'il était impossible de laisser subsister plus longtemps". Il critiqua vivement la coutume survenue ces derniers temps de simplement écrouer --mêmes-- les hommes de confiance (désignés), lorsque dans une entreprise quelconque une suspicion quelconque au sujet d'une question quelconque existe."

Un ouvrier de Salzbourg ajouta de son côté des plaintes au sujet des "arrestations injustifiées provoquées en partie par des agents provocateurs. Les pauvres diables qui vraiment n'avaient rien fait de mal et n'avaient été arrêtés qu'à cause de l'attitude sournoise d'un mouchard ont été écroués pendant deux mois dans la prison du tribunal de Salzbourg. De pareils cas enveniment l'atmosphère. "C'est dans cette ambiance de terreur que les élections "libres" se déroulent dans les entreprises autrichiennes.

Des ouvriers mendient à la porte des églises. (I.T.F.) L'organe des ouvriers fascistes autrichiens du bâtiment décrit combien la situation des travailleurs s'est empirée depuis l'avènement de la dictature chrétienne. Le journal constate qu'aujourd'hui on paye aux ouvriers auxiliaires de l'industrie du bâtiment des salaires horaires de 40 et aux ouvriers spécialistes de 50 groschen l'heure et qu'il y a dans l'industrie du bâtiment des travailleurs qui le dimanche tendent la main à la sortie des églises afin de pouvoir compenser par quelques aumônes d'âmes charitables les réductions illicites de salaire qu'on leur a imposées et pour ne pas voir leurs familles mourir de faim". (Der Bauarbeiter, octobre 1936).

On les considère comme ayant été élus. (I.T.F.) La section la plus importante du Syndicat unique autrichien, celle des ouvriers métallurgistes, a tenu à Vienne les 3 et 4 octobre une conférence nationale. Avaient seuls le droit de participer à cette conférence les dirigeants nationaux et régionaux désignés par le bureau. Il y avait aussi quelques délégués fraternels ouvriers mais ceux-ci n'avaient pas droit de vote. Vu que la dictature chrétienne tient à une façade démocratique, un des délégués à la conférence fit la proposition que le président Znidaric désigné par le gouvernement, ne soit plus considéré comme désigné mais comme président librement élu. (Arbeiterwoche du 10 octobre.)

Il faudrait faire breveter cette nouvelle méthode pour créer "la démocratie de la meilleure sorte": Un dictateur devient un démocrate lorsqu'il se considère comme ayant été élu."

Discussions autour de l'Espagne. (I.T.F.) La dictature italienne appuie les généraux espagnols insurgés mais les ouvriers italiens prennent le parti des ouvriers et paysans espagnols qui luttent pour la liberté. Cette sympathie des masses exerce une pression si forte que les quotidiens fascistes doivent même céder. Lorsque (le 3 septembre) le journal hebdomadaire des industriels italiens "Organizzazione industriale" eut, comme de coutume qualifié les combattants espagnols républicains de "racaille bolchéviste" le quotidien des organisations ouvrières fascistes s'éleva

(le 18 septembre) contre ces expressions et défendit --avec toute la prudence imposée par la censure rigoureuse-- les mesures économiques prises par le gouvernement de Caballero et le gouvernement catalan. Le journal loua notamment les nouvelles méthodes de réglementation de la production et l'introduction d'un monopole pour le commerce extérieur.

Les industriels ont immédiatement réagi contre ces affirmations du "Lavoro Fascista". "Le "Lavoro Fascista" semble vouloir se faire bien voir des amis de Largo Caballero... Nous devons dire que nous estimons qu'il est dangereux de susciter, fût-ce un seul instant, aux yeux des masses l'impression qu'il y aurait dans les doctrines communistes quelque chose de comparable à la "vérité fasciste". (Organizzazione Industriale du 24 septembre 1936.)

On sait que la "vérité fasciste" prétend que les travailleurs doivent se laisser subjugués. Vu que les ouvriers espagnols luttent pour conserver leur liberté, Mussolini, fidèle à l'esprit de la "vérité fasciste" envoie, aux applaudissements des industriels italiens, des avions de bombardement, des canons et des munitions aux généraux espagnols révoltés.

La résistance dans les casernes allemandes. (I.T.F.) Si la dictature hitlérienne veut la guerre, les masses du peuple allemand désirent la paix. Au moment où la période de service militaire obligatoire a été doublée afin que le Troisième Reich puisse toujours disposer d'une armée offensive efficace, l'indignation des soldats prit des formes si menaçantes que dans de nombreuses garnisons tous les gradés, à commencer du Feldwebel, ont pendant des jours patrouillé dans les casernes, revolver au poing, tenant en échec tous les récalcitrants. L'indignation a été particulièrement grande dans les garnisons de frontière et à Berlin.

Göring, dictateur de la faim. (I.T.F.) La portée du deuxième plan Le Front du Travail sous curatelle quadriennal du Troisième Reich annoncé par Hitler a été défini d'une manière caractéristique (le 11 octobre à Hof) par le suppléant du Führer, R. Hess: "Des canons au lieu de beurre". C'est Göring qui a été chargé d'appliquer ce programme de la faim, en dépit de la résistance du peuple. Hitler lui n'avait pas le courage de prendre la responsabilité des nouvelles vagues de terreur et de misère croissantes. Göring a reçu le pouvoir d'émettre comme bon lui semble des ordonnances et des prescriptions administratives générales. Il a le droit de communiquer des instructions à toutes les autorités y compris les autorités suprêmes du Reich et tous les organes du parti, de ses sections et des groupements qui y sont affiliés." (Voelkische Beobachter 21 octobre). De la sorte Göring n'est pas seulement le chef suprême de tous les ministères, de la presse et de la T.S.F. mais la Gestapo les S.A. et S.S. et non en dernier lieu le Front allemand du Travail --affilié au parti nazi-- relèvent de son autorité.

Göring avait déjà obtenu (le 27 avril 1936), lorsqu'il fut désigné par Hitler comme autorité supérieure dans toutes les questions touchant les matières premières et les devises, des pouvoirs s'étendant pratiquement sur le même terrain. Il s'est servi de ces pouvoirs pour couvrir de son autorité les mesures du dictateur économique Schacht qui a pu de telle manière poursuivre, sans être gêné sa politique d'un alignement des intérêts du gros capital avec les exigences du réarmement poussé. Le Front allemand du travail s'était pour commencer conformé avec un excès de zèle aux désirs de Göring et avait recommandé aux travailleurs d'aller se promener dans les jardins publics, si leur salaire était insuffisant et que leur estomac grondait. (Arbeitertum du 15 mai). D'autre part cependant, certains bureaucrates du Front du travail se voyaient contraints sous la pression croissante des travailleurs de tolérer pour le moins les mouvements revendicatifs des ouvriers spécialistes et quelques bureaux chargés des soins pour le réarmement allaient jusqu'à exiger des industriels qu'il soit fait droit aux demandes des ouvriers spécialistes afin d'éviter des retards dans la livraison des commandes découlant de mouvements de résistance passive. L'industrie de l'armement toutefois avait peur de voir diminuer ses profits et les pouvoirs de Göring n'étaient pas suffisants pour permettre à Schacht d'intervenir énergiquement contre le Front du travail. A présent toutefois, Göring a eu carte blanche et par lui, le gros capital. Göring a, le 23 octobre, chargé le Dr. Mansfeld, ancien syndic

des industriels de la Ruhr désigné par lui pour siéger dans la "Commission de travail" pour l'application du deuxième plan quadriennal, de la surveillance de la politique des salaires et il a en même temps placé le Front du travail sous son autorité. Cet ancien syndic patronal n'a de comptes à rendre qu'au sous-secrétaire d'Etat Körner qui représente Göring dans toutes les questions touchant le plan quadriennal. Ce sous-secrétaire d'Etat occupait cependant d'après ses propres indications jusqu'en 1933 des fonctions de premier plan dans l'industrie. On voit donc que la direction de la politique sociale du plan quadriennal a été placée entre les mains de représentants sûrs des intérêts des industriels.

Göring a en outre prescrit de manière spéciale afin d'éviter que les mesures décrétées soient contrecarrées d'une manière quelconque que personne n'a le droit de prendre des mesures ayant une portée financière sans l'autorisation du ministère des Finances et du ministère de l'Economie -- c'est-à-dire du Dr. Schacht. Or, étant donné que toutes les mesures que comporte le plan quadriennal ont des répercussions financières, le Dr. Schacht dispose d'un droit de veto illimité et a la possibilité de briser toutes tentatives de résistance contre la réaction nazie. Les ouvriers devront continuer à supporter les frais de réarmement. (Voir pour les principes du Programme social de Göring, notre numéro du 30 mai 1936)

Les employés doivent faire la cueillette de vieux papiers.

(I.T.F.) Le ministre de l'Economie nationale du Troisième Reich a (le 18 septembre) publié le décret suivant pour

pour sauver l'Allemagne: " Toute administration publique ainsi que toute autorité, institution, organisation etc. relevant d'elle est tenue de rassembler :

- a) les vieux papiers de toute sorte sortis des corbeilles à papier, les vieux journaux....
- b) tissus de toute sorte: vieux habits et chiffons de linge, restes de fil et torchons..
- c) débris de fer et de métaux, fil de fer, clous, boîtes en fer-blanc..
- d) os provenant des cantines et cuisines.

Suivant la quantité et la nature des déchets il convient de placer à cet effet dans un espace approprié au moins quatre récipients destinés à recevoir et clairement marqués suivant leur but. Le vidage doit régulièrement s'effectuer suivant des "accords précis" avec des marchands de chiffons.

"Des rapports trimestriels doivent être présentés sur le résultat des cueillettes notamment en ce qui concerne la quantité et le produit de la vente."

Ce décret ouvre des possibilités insoupçonnées d'avancement aux fonctionnaires diligents qui chaque matin fouillent leur poubelle au profit des récipients de leur bureau.

On est puni pour être honnête homme.

(I.T.F.) Le Voelkische Beobachter du 20 septembre 1936 fait mention d'un jugement de la Cour suprême discipli-

naire pour les fonctionnaires allemands. Un employé des postes avait négligé de dénoncer un de ses collègues qui prenait avec lui au bureau des tracts clandestins anti-fascistes. Cet employé avait été licencié sur le champ, à juste titre suivant l'avis de la Cour suprême disciplinaire. Les Nazis veulent faire des fonctionnaires allemands des délateurs et des fripouilles.

Les supercheries avec le Secours d'hiver.

(I.T.F.) Avec un tam-tam qui ferait honneur à tout cirque ambulante, les Nazis parlent toujours des "énormes

services" rendus par le Secours d'hiver. Ils veulent prouver par là non seulement aux travailleurs du Troisième Reich, mais aussi à ceux des pays démocratiques qu'au temps des syndicats libres les chômeurs auraient dû souffrir de la faim et du froid, mais que dans le Troisième Reich les citoyens sont protégés contre ces deux maux.

En réalité cependant le Secours d'hiver n'est pas une invention des Nazis. Depuis l'avènement de la République, on distribuait chaque hiver aux chômeurs des secours spéciaux en nature à côté de l'allocation de chômage. Les municipalités, sous l'influence surtout des représentants ouvriers, destinaient des ressources spéciales à cette

oeuvre l'Etat finançait de son côté des secours que les syndicats et sociétés de bienfaisance complétaient par des collectes. Dès l'hiver 1931/32 les collectes de ces diverses associations de bienfaisance étaient effectuées sous forme d'action commune pour le "Secours d'hiver".

Les sommes réunies à cette époque étaient considérables. Les syndicats, coopératives de consommation et sociétés philanthropiques réunirent (pendant l'hiver 1932/33) 148 millions à l'intention des chômeurs ; le commerce de charbon et l'industrie des mines rassemblèrent 15 millions pour pouvoir livrer du charbon à prix réduit. L'Etat destina une somme de 30 millions de marks à la distribution de viande et de charbon bon marché et à côté de cela des mesures étaient prises pour la vente à bon compte de pain, pommes de terre et denrées coloniales. Ces mesures dont la charge était supportée par le commerce de détail eurent comme résultat de réduire pendant l'hiver 1931/32 de près de 15 millions les frais de subsistance des chômeurs. (D'un rapport du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture au Reichstag). Pendant l'hiver 1932/33 ces mesures pour la distribution de vivres bon marché étaient étendues.

Le secours des municipalités était toutefois le plus actif. Partout où des représentants ouvriers siégeaient dans les conseils municipaux les secours en espèces étaient majorés pendant les mois d'hiver et l'on distribuait en outre du charbon et des vivres gratuits ou à bon compte ainsi que des vêtements et chaussures. Suivant des évaluations dignes de foi une somme de 175 à 200 millions était puisée par les municipalités dans les recettes des impôts au profit de ce secours d'hiver. Les distributions de charbon variaient entre 8 et 20 quintaux par ménage selon les municipalités et les versements en espèces étaient de 20 à 30, voire de 50 marks (à Stuttgart).

Toutefois dans le Troisième Reich tout cela n'est plus. Dans les municipalités l'influence ouvrière a été éliminée et les communes ont de manière générale cessé le versement de secours spéciaux en hiver. (C'est pourquoi la statistique sur ce secours n'a plus été tenue à jour depuis 1933). Quant aux associations de bienfaisance pour autant qu'elles existent encore toute action propre leur a été interdite. Toutes les quêtes ont été centralisées et groupées sous le nom de Secours d'hiver du Bien-être populaire national-socialiste. Il n'est plus non plus destiné le moindre pfennig du produit régulier des impôts à l'oeuvre du secours d'hiver. Le Troisième Reich consacre les millions ainsi économisés à l'armement et aux bombances des bonzes bruns. Officiellement le secours d'hiver est financé au moyen de versements facultatifs; en réalité cependant le versement pour le secours d'hiver est retenu sur les salaires et traitements d'une manière tout aussi obligatoire que la taxe sur le revenu. Celui qui refuse de faire le versement "facultatif" peut en effet être licencié sur-le-champ. Dans l'Etat libre de Dantzig l'impôt sur le revenu a été officiellement augmenté (à partir du 1er octobre 1936) du montant du versement pour le secours d'hiver et le bureau des contributions en effectue la retenue sur les salaires. A ce versement facultatif des ouvriers et employés qui constitue le revenu principal de l'oeuvre du secours d'hiver vient... s'ajouter le produit des quêtes dans la rue et à domicile. Soi-disant ces versements sont aussi facultatifs mais les tribunaux prud'hommes ont décrété que le fait de refuser un versement est passible de la peine de licenciement. De telle sorte on réunit des millions. Les gens fortunés se soustraient autant qu'il le peuvent; c'est pourquoi Hitler les a conjurés en 1934 et 35 lors de l'inauguration du secours d'hiver de changer leur attitude et de se rendre compte que le secours d'hiver est au fond une espèce d'assurance contre les troubles sociaux. Le reproche a été pris en mauvaise part par les classes aisées; cette année le texte du discours d'Hitler n'a plus du tout été publié.

Sur les versements de l'oeuvre du secours d'hiver de 1935/36, l'Association pour le bien-être populaire publie des renseignements phantaisistes (1er bulletin d'octobre de Wirtschaft und Statistik) "On aurait réuni près de 235 millions en espèces" et "pour une valeur de 92 millions en nature". Si ces données sont justes et que cette somme a réellement entièrement été distribuée parmi les secours, chacun d'entre eux-ci aurait reçu 13 pfennigs par jour en tout et pour tout. Ceci toutefois n'est pas vraisemblable suivant les rapports dont nous disposons. Dans le relevé des comptes officiels de l'année passée, il est reconnu d'une manière naïve que 10, 1 millions de

de l'argent du secours d'hiver ont été dépensés en subventions pour la construction d'immeubles, en propagande pour le plébiscite dans la Sarre et en secours à des accidents. Cette année on a évité de publier une pareille bévée. Même l'aveu du ministre de la Propagande disant qu'une somme de 10 millions avait été mise à la disposition des propriétaires de mines pour le paiement aux mineurs de l'indemnité des jours de congé forcé, a été supprimé dans le rapport définitif. Il n'est par conséquent pas étonnant que le relevé des comptes ne mentionne pas que l'on s'est servi d'une partie des ressources réunies à l'intention des chômeurs pour pouvoir de linge et d'alimentation supplémentaire certaines parties de l'armée--avant tout certaines troupes du service du travail--et il est probable que de même que l'année passée on consacra des millions aux frais de main-d'oeuvre des auto-roues et à l'Aide agricole.

Les travailleurs dans les entreprises pensent que cette année une partie des sommes réunies soi-disant pour secourir les chômeurs sert à l'équipement des Nazis qui se sont enrôlés dans l'armée des rebelles espagnols. Le véritable secours d'hiver, celui accordé aux chômeurs, doit par conséquent être encore inférieur aux chiffres officiels. Les Nazis tentent de faire apparaître ces chiffres comme plus élevés. Ils évaluent le secours total en calculant la valeur d'utilisation des versements en nature, c'est-à-dire "en tenant compte de la différence entre le prix d'achat et le prix normal des articles y compris les frais de transport" (Wirtschaft und Statistik). Les 9,8 millions de marks dépenses en "remboursement des frais de transport du charbon" qu'on a déjà fait figurer comme versement en espèces sont simplement encore une fois comptés dans la valeur des versements en nature. Les dépenses faites pour denrées alimentaires sont indiquées par un chiffre très élevé établi de la même manière. Pour les 12 millions de quintaux de pommes de terre on compte une somme de 45 millions de marks (Angriff du 28 mai 1936) c'est-à-dire 3,75 Mk par quintal, tandis que le prix de gros s'élève (suivant Wirtschaft und Statistik, janvier 1936) à 2,50Mk, par quintal. La dépense proprement dite pour les pommes de terre était donc de 1/3 inférieure aux chiffres allégués. On peut admettre d'après ces quelques exemples que le véritable secours d'hiver varie entre 10 et 12 pfennigs par jouret par secouru. Vu que le Troisième Reich a sensiblement réduit les allocations de bon nombre de chômeurs et que le pouvoir d'achat du mark n'est plus que les 4/5èmes de la période d'avant Hitler, le secours d'hiver des Nazis n'est qu'un bluff: Le Troisième Reich a rogné l'allocation des chômeurs de plusieurs marks et il ne leur restitue que des pfennigs comme aumône.

Un parallèle tracé entre les montants du secours d'hiver distribués sous l'ancienne démocratie capitaliste et le Troisième Reich aboutit à la conclusion que voici: pendant la démocratie capitaliste les sommes consacrées à aider les chômeurs étaient puisées au produit des impôts; dans le Troisième Reich une taxe spéciale est perçue sur les salaires et traitements. La démocratie capitaliste destinait les sommes réunies sans exception à leur but; la dictature nationale-socialiste en consacre une partie importante, sans aucun contrôle à des buts d'armement et une autre partie à la propagande à l'étranger. Le chômeur individuel recevait pendant la période de la démocratie capitaliste un secours d'hiver sensiblement supérieur à ce qu'il reçoit à l'heure qu'il est. Sous l'ancienne démocratie le secours aux chômeurs était considéré comme un devoir évident de l'Etat; en régime fasciste les chômeurs reçoivent des aumônes dont ils doivent encore rendre grâce.

Amsterdam, le 31 octobre 1936.

Atmosphère tendue à la Reichsbahn. (I.T.F.) Des cheminots allemands écrivent à la Fédération internationale des transports:

Le rythme outré du travail. "...Le rythme du travail a été accéléré d'au moins 20 à 30%. On ne peut plus guère parler d'heures de travail régulières comme elles existaient autrefois. Il n'y a guère de jour qui s'écoule sans qu'on doive faire des heures supplémentaires qui à d'autres jours doivent être compensées par du repos forcé. Souvent les équipes ne savent pas pendant des jours où trouver du travail et alors elles doivent soudainement faire une à deux heures supplémentaires dès le matin et tard le soir. Il va sans dire que des comparaisons s'en suivent entre autrefois et à présent..

Les cheminots veulent travailler dans l'industrie des armements. "... Le droit des chefs d'entreprise de dicter les salaires a abouti à des situations intolérables. Dans notre district il y a à l'heure actuelle des écarts allant jusqu'à 20 pfennigs l'heure entre les salaires d'ouvriers de la même catégorie (non spécialistes). Une ordonnance de la direction de la Reichsbahn interdit de payer des salaires supplémentaires supérieurs de 25% au taux moyen. Dans les entreprises privées de chez nous qui travaillent pour l'armement, les salaires supplémentaires sont intégralement payés. Des indemnités non autorisées par la loi sont payées, en dehors du cadre du contrat collectif, par un système de primes. L'ouvrier des chemins de fer au maigre salaire et aux heures de travail irrégulières tente par tous les moyens de quitter le service ferroviaire pour entrer dans l'industrie des armements.

Si seulement il n'y avait pas le Bureau de placement qui ne laisse aucune liberté aux ouvriers des chemins de fer mais les enchaîne, de même que les autres travailleurs, à leur emploi actuel... Aussi l'état d'esprit parmi les cheminots est-il en conséquence et les conséquences s'en font sentir. Les cas de résistance passive ne sont pas rares et plus fréquents encore ceux d'une résistance ouverte sans égard aux suites. Avec quelque adresse, un homme ne risque pas plus que la révocation. Il peut espérer alors trouver un travail mieux rétribué dans l'industrie des armements. Souvent aussi les cas de résistance passive dégénèrent en du sabotage. Les dommages au matériel et détournements de marchandises ont pris ces derniers temps des proportions vraiment troublantes. De plus en plus on constate des détériorations faites à dessein de matériel coûteux tel que des chariots électriques. Ces actes de sabotage troublent le bon fonctionnement des rouages complexes de la Reichsbahn; ils commencent déjà à faire sentir leur contre-coup sur le service des trains et si la situation persiste, l'exploitation en subira des dommages sérieux..."

Parade obligatoire à Vienne. (I.T.F.) Le Front patriotique, organisme central des groupements fascistes autrichiens, a tenu à Vienne, le 18 octobre un "appel général" auquel, suivant la presse autrichienne, des centaines de mille auraient participé "avec enthousiasme". Nous savons que les masses qui se sont réunies, n'ont pas agi par "enthousiasme" pour la dictature fasciste.... Cette dictature sachant combien le régime "chrétien" de réaction sociale est haï des travailleurs, a usé des grands moyens pour faire parader les masses. La circulaire ci-après de la direction du dépôt Vienne-Nord donne une idée des méthodes auxquelles ont eu recours les dictateurs chrétiens:

"A tout le personnel!

Chaque agent des chemins de fer fédéraux dont le dépôt se trouve sur le territoire de la municipalité de Vienne (par conséquent aussi si l'intéressé habite en dehors de la ville! Réd.) est tenu de participer à l'appel général du Front patriotique. Sont exceptés les agents des services roulants et en outre les agents en congé, malades ou devant faire du service.... Ceux qui se rendent à l'appel reçoivent comme une preuve (!) de leur participation des insignes qui doivent être portés visiblement.

Les noms de ceux qui étaient absents (à l'exception des agents en congé, malades ou devant faire du service) sont communiqués par écrit à la direction du Front patriotique, section des chemins de fer fédéraux. (signé) Häuslmayer."

Ce document se passe de commentaire.